



**FR**

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**Annexe**

**de la décision de la Commission relative au financement d'un programme d'action annuel en faveur de la République de Guinée**

**Document d'action concernant le Programme d'assainissement urbain en Guinée - phase II (SANITA II)**

<b>1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS</b>	Programme d'assainissement urbain en Guinée - phase II (SANITA II) Numéro CRIS : GN/FED/040-074 financé par le 11 <sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED)	
<b>2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation</b>	République de Guinée  L'action sera menée à l'endroit suivant : les cinq communes de Conakry (Kaloum, Dixinn, Ratoma, Matoto, Matam), les quartiers urbanisés des communes de Dubréka, Manéah et Coyah et la commune de Kouria (site prévu du centre d'enfouissement technique).	
<b>3. Document de programmation</b>	Programme Indicatif National (PIN) 2014-2020 pour la Guinée	
<b>4. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	<p><b>ODD principal :</b> ODD 11 « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ».</p> <p><b>ODD secondaires :</b></p> <p>ODD 5 « Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les jeunes filles ».</p> <p>ODD 6 « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ».</p> <p>ODD 9 « Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation ».</p> <p>ODD 13 « Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions ».</p>	
<b>5. Secteur d'intervention/ domaine thématique</b>	Assainissement Urbain	Aide Publique au Développement : OUI
<b>6. Montants concernés</b>	<p>Coût total estimé : 63 400 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du FED : 33 000 000 EUR</p> <p>La présente action fait l'objet d'un cofinancement conjoint de la part de:</p> <p>ENABEL : 400 000 EUR</p> <p>Une institution financière chef de file : 30 000 000 EU</p>	

<b>7. Modalité d'aide et modalités de mise en œuvre</b>	Modalité de projet Gestion indirecte avec l'Agence belge de développement (ENABEL)  La plateforme de financement mixte régionale sera mise en œuvre en gestion indirecte par les entités reprises dans l'appendice n° 2 de ce document d'action, en accord avec les procédures d'attribution prévues par la plateforme de financement mixte régional.			
<b>8 a) Codes CAD</b>	14000 – Eau et Assainissement 14050 – Traitement des déchets			
<b>b) Principal canal de distribution</b>				
<b>9. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)</b>	<b>Objectif stratégique général</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Égalité entre les hommes et les femmes et émancipation des femmes et des jeunes filles	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes avec handicap	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>10. Marqueur internes</b>	<b>Objectifs stratégiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Digitalisation	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11. Programmes thématiques phares « Biens publics mondiaux et les défis qui les accompagnent »</b>	N/A			

## RESUME

Dans le cadre du Programme Indicatif National (PIN) du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED) pour la Guinée, l'assainissement urbain est identifié comme secteur prioritaire avec une allocation indicative de 84 000 000 EUR. Un premier programme, SANITA (ci-dessous « SANITA I »), pour un montant de 42 000 000 EUR a été validé en octobre 2017. Ce programme vise d'une part à améliorer le cadre stratégique et institutionnel du développement urbain en renforçant les capacités institutionnelles et la planification urbaine (par un volet « SANITA I – Villes durables », mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU HABITAT). D'autre part, ce projet vise à professionnaliser la gestion des déchets solides afin de mettre en place un système de gestion performant, accessible et durable pour les cinq communes de la ville capitale (par un volet « SANITA I – Villes propres », mis en œuvre par l'Agence belge de développement (ENABEL). Le projet aborde aussi l'assainissement liquide et le désenclavement des quartiers à travers le développement d'infrastructures telles que la voirie tertiaire et des caniveaux.

Le présent programme, le Programme d'assainissement urbain en Guinée - phase II (SANITA II), vise à capitaliser sur les résultats de SANITA I. Il est constitué de deux composantes : « SANITA II – Villes propres II », mise en œuvre par ENABEL, qui étendra la portée géographique de SANITA I – Villes propres aux quartiers urbanisés des communes de Coyah, Dubréka et Manéah, voisines à Conakry ; et « SANITA II – Centre d'enfouissement technique (CET) », mise en œuvre en *blending* avec une institution financière à travers la Plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP), pour la construction et l'aménagement d'un centre d'enfouissement technique et des infrastructures associées, qui desservira les cinq communes de Conakry et les trois communes de Coyah, Dubréka et Manéah.

Ce programme s'inscrit dans l'Agenda 2030 en contribuant à atteindre principalement l'Objectif de développement durable (ODD) 11 « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables », et aussi les ODD 5 « Parvenir à l'égalité des sexes en autonomisant les femmes et les filles », 6 « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau », 9 « Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation » et 13 « Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions ».

L'objectif général est d'améliorer la qualité de vie des populations du Grand-Conakry et réduire l'impact des déchets générés sur l'environnement.

L'objectif spécifique est d'accroître durablement l'usage des services d'assainissement de base pour la population des cinq communes de Conakry et des communes de Coyah, Manéah et Dubréka.

Les produits escomptés suivants contribueront à l'atteinte de ces objectifs :

P1 : Le système de collecte, de gestion et de traitement des déchets ménagers et assimilés des quartiers urbanisés ciblés des communes de Coyah, Manéah et Dubréka est mis en place, fonctionnel, et accessible ;

P2 : Une infrastructure de traitement des déchets solides (centre d'enfouissement technique, CET) pour les cinq communes de Conakry et Coyah, Manéah et Dubréka et ses infrastructures associées : centres de transfert, route d'accès et unité de valorisation des déchets, sont financées et opérationnelles ;

Le site identifié pour le CET est situé à Baritodé qui se trouve dans la préfecture de Coyah. Ce site a fait l'objet d'une étude de faisabilité techno-économique et d'une étude d'impact environnemental et social financée par l'Union européenne, qui ont conclu favorablement sur la

faisabilité du projet. L'Agence Française de Développement (AFD) et ENABEL ont lancé des études pour structurer davantage le projet. Cette consultation vise également à permettre aux autorités guinéennes et l'Union européenne de s'assurer que les enjeux environnementaux (en particulier liés au site prévu pour le CET), sociaux (y inclus de genre) et financiers (en particulier lié à la distance du site prévu pour le CET) seront bien identifiés et maîtrisés en conformité avec les normes internationales.

L'ancrage institutionnel de l'action sera auprès du ministère de l'hydraulique et de l'assainissement (maîtrise d'ouvrage) et de son Agence nationale de l'assainissement et de la salubrité publique (ANASP).

Les bénéficiaires seront les habitants des cinq communes de Conakry et de Coyah, Manéah et Dubréka dont la population est estimée à plus de 2,5 millions d'habitants.

Cette action sera mise en œuvre dans un contexte COVID-19 et adaptée si nécessaire pour atteindre son objectif.

## **1 ANALYSE DU CONTEXTE**

### **1.1 Description du contexte**

L'Agenda 2030 reconnaît que la qualité de vie urbaine constitue un enjeu important du développement à travers le monde. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables devient ainsi un objectif de développement durable (ODD) face à la croissance urbaine spectaculaire.

Avec une population de près de 12 millions d'habitants en 2018, la République de Guinée a connu une urbanisation importante depuis la fin des années 1980. Aujourd'hui plus de 40 % de la population de Guinée vit dans des zones urbanisées (dont la moitié dans l'agglomération urbaine de Conakry), et d'ici 10 ans plus de la moitié de la population sera urbanisée. Ce processus d'urbanisation accélérée se développe de manière anarchique en raison de l'absence de planification et d'application de la réglementation en la matière. Les nouveaux quartiers qui constituent le paysage prédominant dans de nombreuses agglomérations urbaines de Guinée sont généralement composés d'habitations précaires et insalubres et souffrent d'une insuffisance de services publics de proximité. Dans ce contexte, les femmes sont plus marquées par la pauvreté. Par ailleurs, la faible représentation des femmes dans la population économiquement active signifie que la plupart d'entre elles travaillent dans le secteur non-structuré. Enfin, les femmes sont souvent celles qui s'occupent des tâches ménagères.

La gestion des déchets constitue un réel défi pour les pays en voie de développement et une menace réelle pour l'environnement et la santé des populations. La production mondiale a pratiquement doublé au cours des dix dernières années et devrait atteindre 2,5 milliards de tonnes de déchets par an en 2025. Le secteur de l'assainissement en Guinée est de loin un des moins développés.

### **1.2 Cadre stratégique de l'action (mondial, l'UE)**

Dans le cadre du nouveau Consensus européen pour le développement, la stratégie de l'Union européenne en Guinée vise à renforcer le secteur de l'assainissement. Pour ce faire, elle s'appuie sur le nouvel agenda urbain (Habitat III)<sup>1</sup> qui envisage de (i) promouvoir des villes inclusives et sûres ; (ii) promouvoir des villes vertes et résilientes ; (iii) promouvoir des villes prospères et innovantes ; et (iv) promouvoir la bonne gouvernance urbaine. L'action s'inscrit

---

<sup>1</sup> <http://habitat3.org/the-new-urban-agenda/preparatory-process/national-participation/guinea/>

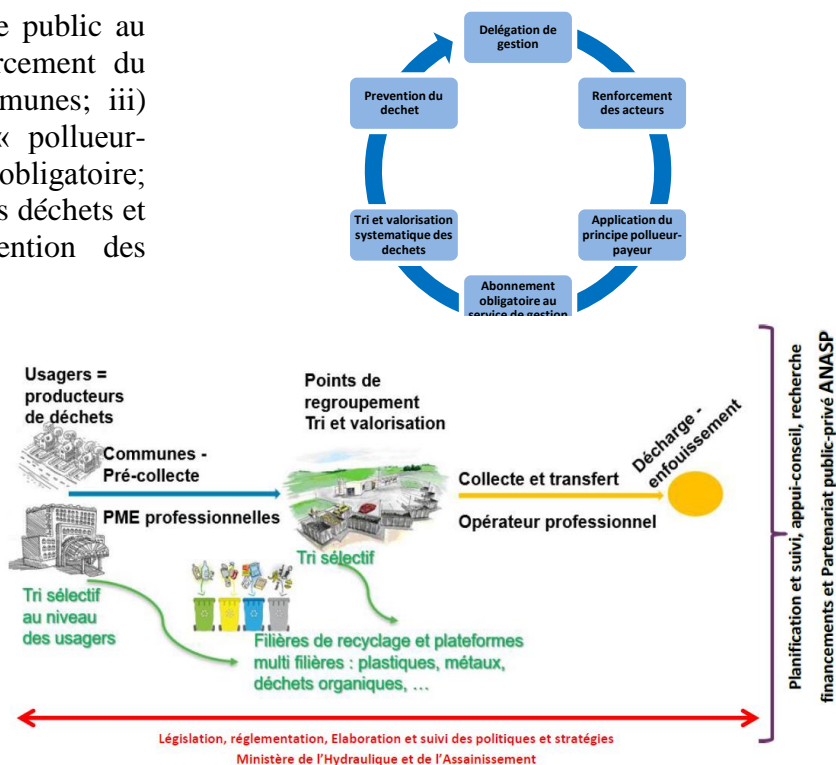
aussi dans le Plan d'Action Genre (GAP II, 2016-2020) et son objectif 16 « Égalité d'accès et de contrôle en ce qui concerne l'eau potable, l'énergie et les infrastructures de transports, et participation équitable des filles et des femmes à leur gestion ». Par ailleurs, l'action s'appuie sur les lignes directrices pour le développement urbain décrite dans les conclusions du Conseil du 25 juin 2018 « Coopération de l'UE avec les villes et les autorités locales des pays tiers »<sup>2</sup>. Enfin, l'action s'inscrit dans le nouveau « *Circular Economy Action Plan* », adopté par la Commission européenne en mars 2020<sup>3</sup>.

Le Programme indicatif national (PIN) du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED) pour la Guinée<sup>4</sup> identifie l'assainissement urbain comme secteur prioritaire avec une allocation indicative de 84 000 000 EUR. Dans ce cadre, l'UE a appuyé la Guinée dans l'élaboration d'un diagnostic du développement urbain de Conakry et d'axes prioritaires d'intervention. Ces éléments ont été intégrés dans l'étude « Grand Conakry Vision 2040 » (endossée en janvier 2017).

Sur demande du premier ministre, l'UE a aussi apporté un soutien au Gouvernement pour élaborer la « Stratégie de professionnalisation de la gestion des déchets solides pour la ville de Conakry ». Cette stratégie validée en mai 2019 est centrée sur la gestion des déchets ménagers et assimilés en milieu urbain et s'articule autour de six grands principes :

i) une délégation de service public au secteur privé; ii) le renforcement du rôle de l'État et des communes; iii) l'application du principe « pollueur-payeur »; iv) l'abonnement obligatoire; v) le tri et la valorisation des déchets et vi) le principe de prévention des déchets.

Au niveau opérationnel, cette stratégie est segmentée en quatre maillons : i) pré-collecte; ii) points de regroupement de tri et valorisation; iii) collecte et transfert et ; iv) enfouissement en décharge.



Dans ce contexte et sur base de son dialogue sectoriel, un premier programme de développement et d'assainissement urbain (SANITA I), présenté dans le Programme d'Action Annuel 2017 (PAA 2017), a été validé en octobre 2017<sup>5</sup>. Ce premier programme d'envergure à être financé par l'UE dans ce secteur s'articule autour de trois axes spécifiques pour un montant de 42 000 000 EUR : « développement urbain » ; « déchets solides » ; et « déchets liquides ». ENABEL, sous le volet « Villes Propres » de SANITA I, soutient

<sup>2</sup> <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-10319-2018-INIT/fr/pdf>

<sup>3</sup> [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_20\\_420](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_420)

<sup>4</sup> Décision de la Commission C(2014) 9205 du 2.12.2014 relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République de Guinée pour la période 2014-2020.

<sup>5</sup> Décision de la Commission C(2017) 7392 du 31.10.2017.

l'élaboration d'un schéma-directeur des déchets solides dans le Grand-Conakry, dont la finalisation est prévue pour la première moitié de 2021.

Plus récemment dans le cadre du Plan Annuel d'Action 2018 et suite à une requête du Gouvernement, l'UE a ajouté deux tranches variables au Programme d'appui à la consolidation de l'État pour un montant de 9 000 000 EUR (5 000 000 en 2019 et 4 000 000 en 2020) au profit du secteur de l'assainissement. Les indicateurs ciblent le renforcement de la gouvernance et l'institutionnalisation du financement du secteur par le Gouvernement.

Dans le cadre de l'instruction de ce présent projet, deux études de faisabilité ont été lancées en 2017 pour l'aménagement d'un Centre d'enfouissement technique (CET). Ces études avaient pour objectifs d'évaluer: i) la faisabilité technique, économique et financière ; et ii) l'impact environnemental et social et proposer un plan de gestion pour y remédier. Les résultats positifs de ces études ont permis de susciter l'intérêt d'autres partenaires techniques et financiers qui ont indiqué leur intérêt à co-financer les investissements.

L'AFD mène actuellement un package d'études, sous la facilité 'Cities and Climate Change in Sub-Saharan Africa Initiative (CICLIA)<sup>6</sup>, pour structurer davantage le projet de construction et aménagement d'un CET. Ces études incluent entre autres le design simplifié du CET, une évaluation précise des coûts, une maîtrise complète des risques environnementaux et sociaux et un plan de renforcement de capacités pour l'ANASP. Selon les recommandations du Comité de pilotage stratégique (SSC) de DEVCO en décembre 2019, ces études étudieront aussi plus profondément les risques liés à la déforestation sur le site prévu et la distance du site par rapport aux gisements de déchets les plus importants à Conakry. Ces études proposeront des mesures d'atténuation/compensation plus détaillées dans le cas où des impacts négatifs seraient mis en évidence. Ces études étudieront également les enjeux liés au genre. Les résultats de ces études étaient initialement prévues pour octobre 2020, mais à cause de la pandémie covid-19 la finalisation de ces études est actuellement prévue pour le début de 2021.

### **1.3 Analyse des politiques publiques du pays partenaire/de la région**

Suite à la période de crise sans précédent marquée par l'épidémie à virus Ebola, l'économie guinéenne se redresse. La croissance économique a atteint 5,8 % en 2019 et les perspectives pour 2020 sont bonnes avec une croissance moyenne de 6 %, grâce à l'augmentation des investissements dans le secteur minier, à l'augmentation de la production vivrière et à l'amélioration relative des services d'électricité.

Le Plan national de développement économique et social (PNDES) couvrant la période 2016-2020 identifie comme prioritaires les enjeux d'hygiène et de salubrité. Le programme prévoit de renforcer le système de gestion des déchets en milieu urbain avec un taux de collecte des déchets en ville à 90 % et une augmentation de 10 % du taux de recyclage des déchets collectés à l'horizon 2020. Les actions prioritaires envisagées portent sur (i) le renforcement des capacités institutionnelles, techniques et humaines du système de gestion des déchets dans les villes; (ii) le renforcement de la collecte des déchets ménagers en milieu urbain; (iii) la promotion du recyclage des déchets collectés afin de créer des emplois verts et protéger l'environnement; (iv) le renforcement des réseaux d'égouts de la ville de Conakry et (v) la promotion du traitement et du recyclage par les industries de leurs déchets solides et liquides.

Cette priorisation de l'assainissement est urgente et plus que nécessaire car les efforts consentis par la Guinée pour l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement en matière d'eau et d'assainissement depuis deux décennies n'ont pas été satisfaisants. Le secteur de l'assainissement a été et reste le parent pauvre, en dépit de l'adoption d'une politique nationale

---

<sup>6</sup> Cofinancée par l'UE (8 M EUR), SECO (3 M EUR) et l'AFD (1,5 M EUR).

de l'assainissement et une stratégie nationale de gestion des déchets solides en décembre 2011. En revanche, la gouvernance de l'assainissement a évolué. Le Code des collectivités locales révisé en 2018 met en avant la responsabilisation des collectivités locales dans la gestion des infrastructures d'assainissement. Cette dynamique a été confirmée début 2019 par l'organisation des Etats généraux de la décentralisation et du développement local. Par ailleurs, les dernières années ont vu la création de l'Agence nationale de l'assainissement et de la salubrité publique (ANASP), le ministère de l'hydraulique et de l'assainissement et l'élaboration d'une stratégie de professionnalisation des acteurs de la gestion des déchets de Conakry (2019-2029).

La Lettre de Politique nationale de décentralisation et de développement local confirme que l'assainissement est une compétence transférée aux communes et collectivités locales. Dans le cadre de ces réformes, le Gouvernement a proposé que 15 % des redevances des sociétés minières soient allouées aux collectivités locales (hors région spéciale de Conakry) pour la mise en œuvre des plans de développement local, et l'Agence nationale de financement des collectivités locales (ANAFIC) a été créée pour recueillir ces fonds et les gérer.

Un nouveau cadre réglementaire de décentralisation dans le domaine des déchets est prévu pour adoption en 2020, ce qui est un des indicateurs pour l'appui budgétaire européen du Programme d'appui à la consolidation de l'État. Une nouvelle loi de financement du secteur des déchets est également prévue pour adoption en 2021 et l'adoption du projet de loi par le Conseil des ministres fait l'objet d'un autre indicateur du même appui budgétaire.

Dans le cadre du PNDES, les partenariats publics-privés (PPP) figurent au cœur de la stratégie de financement des investissements. Dans ce contexte, une actualisation du cadre légal pour la mise en place des PPP a été initiée avec notamment l'élaboration d'une nouvelle loi sur les PPP promulguée en juin 2019 clarifiant les modalités de mise en œuvre de ces partenariats. À noter également qu'un ministère en charge des investissements et des PPP a été créé en 2018.

La politique nationale d'égalité entre les sexes de 2011 est en adéquation avec les documents stratégiques en affirmant comme un des axes stratégiques l'accès aux services de bases et précise que l'impact d'une mauvaise gestion des déchets est plus important pour les femmes que pour les hommes. Plus précisément, l'axe stratégique 3 souligne comme action prioritaire le besoin de mettre en place des unités de transformation et de recyclage, l'éducation et l'information environnementale dans les programmes scolaires et les plans de développement local.

Enfin, il convient de mentionner que la Guinée a ratifié les 8 conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail sur les discriminations au travail, le travail forcé, le travail des enfants etc. Pourtant en Guinée, le secteur informel génère de nombreux emplois sans protection sociale ni application de normes de travail décent. Les femmes exercent des emplois dans le secteur informel dans plus de 90 % des cas.

#### **1.4 Analyse des parties prenantes**

Le contexte institutionnel est complexe avec des risques importants de chevauchement de rôles. Toutefois, en mars 2019, le ministère pour l'hydraulique et l'assainissement a été créé par décret présidentiel<sup>7</sup> afin de répondre à ce défi et harmoniser ce paysage institutionnel.

L'Agence nationale de l'assainissement et de la salubrité publique (ANASP)<sup>8</sup>, créée en novembre 2016, se retrouve sous la tutelle de ce nouveau ministère avec pour mission de mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'assainissement.

---

<sup>7</sup> Décret D/101/2019PRG/SGG du 28 Mars 2019.

<sup>8</sup> Décret D/2016/369/PRG/SGG du 30 Novembre 2016.

Il convient de noter également qu'en janvier 2017, un comité interministériel chargé du suivi de la professionnalisation de la gestion des déchets solides, en abrégé « CIDS<sup>9</sup> », a été créé sous l'autorité du premier ministre.

Tel que susmentionné, selon la Lettre de Politique nationale de décentralisation et de développement local, l'assainissement est transféré aux communes et collectivités locales. Cependant, ce système est aujourd'hui totalement déficient. Leur implication est toutefois essentielle de par cette compétence formelle mais aussi au regard des accords fonciers pour le déploiement des infrastructures.

Par ailleurs, depuis une dizaine d'années se sont développées de nouveaux modes d'organisation et de financement et de nouvelles activités économiques liées à la gestion des déchets. Surtout, il y a eu une émergence d'opérateurs privés comme les Petites et Moyennes Entreprises (PME), Groupements d'intérêts économiques (GIE) ou associations et la mobilisation d'acteurs communautaires (comités de quartier, comités de salubrité). À cela s'ajoutent de nombreux travailleurs informels qui contribuent également à la filière.

Le Conseil national des organisations de la Société civile guinéenne (CNOSCG), organisé territorialement, a notamment des commissions thématiques tels que « assainissement et environnement » rassemblant les acteurs de la société civile évoluant dans le secteur. Cependant les actions sont souvent isolées et non coordonnées avec le gouvernement et autres acteurs du secteur.

Trois faitières nationales tentent de répondre positivement à ce défi en regroupant et fédérant certains des acteurs de la société civile pour un meilleur dialogue public-privé, à savoir : i) l'Union guinéenne des gestionnaires d'ordures ménagères (UGOM) ; ii) le Collectif des gestionnaires des déchets de Guinée (COGEDEG) ; et iii) le REPAGED (réseau des professionnels de l'assainissement et des gestionnaires de déchets).

En novembre 2019, le gouvernement a procédé au recrutement des opérateurs du transfert des déchets et de la gestion de la vieille décharge de « La Minière » pour une durée de 4 ans couvrant les cinq communes de Conakry. Dans ce contexte, la société turque Albrayrak (Yesil Adamlar), s'est vue attribuer le lot 1 : collecte et transfert des déchets à la décharge pour un montant de 26 735 milliards de francs guinéens (environ 2 700 000 EUR) et la société italienne Piccini SPA/GESUNU SPA s'est vue attribuer le lot 2 pour l'exploitation de la décharge pour un montant de 23,668 milliards de francs guinéens (environ 2 400 000 EUR).

Les bénéficiaires finaux de l'action sont les habitants des cinq communes de Conakry et les quartiers urbanisés des communes de Dubréka, Manéah et Coyah dont le cadre de vie sera amélioré grâce à un meilleur accès aux services d'assainissement. Une attention sera portée aux personnes dans les situations les plus vulnérables dans un but de proposer un service accessible pour tous.

### **1.5 Analyse des problèmes/domaines d'appui prioritaires**

Les villes de Guinée sont confrontées à un certain nombre de défis démographiques, économiques, sociaux, environnementaux et sanitaires, qui exigent de multiples efforts et engagements en matière d'infrastructures de transport, de réseaux de base, d'équipements, de services, et enfin, d'habitat. Ces défis s'expriment avec une plus grande ampleur et urgence dans la ville-capitale, Conakry.

L'assainissement est, avec la question de la mobilité urbaine, le volet le plus préoccupant du développement de la capitale. Les ouvrages, l'organisation technique et institutionnelle et les

---

<sup>9</sup> Arrêté A/2017/099/PM/CAB/SGG du 25 Janvier 2017.



mécanismes de financements n'ont pas suivi le rythme de croissance d'une ville passée en cinquante ans de 160 000 à plus de 2 000 000 d'habitants.

Au vu de la configuration de la capitale, les communes de Dubréka, Manéah et Coyah sont l'unique espace de croissance de Conakry. Elles devraient à terme être urbanisées. Il est donc primordial d'y établir au plus vite un système intégré de gestion des déchets et d'assurer les réserves foncières nécessaires à son bon fonctionnement.

	<b>Dubréka</b>	<b>Manéah</b>	<b>Coyah</b>
<b>Habitants en 2020</b>	195 000	192 000	57 000
<b>Superficie (km<sup>2</sup>)</b>	152,7	52,0	30,8
<b>Quartiers</b>	31	21	19
<b>Préfecture</b>	Dubréka	Coyah	Coyah
<b>Statut</b>	Urbaine	Rurale	Urbaine
<b>Densité (habitants par km<sup>2</sup>)</b>	1 282	3 692	1 850
<b>Déchets<sup>10</sup> (tonne par jour)</b>	97,5	96	28,5

Au niveau légal et réglementaire, bien qu'une politique nationale de l'assainissement existe, il n'y a pas de code de l'assainissement. Le seul code existant est celui de l'environnement élaboré en 1987 qui est désormais désuet. La loi sur la taxe du pollueur-payeur n'est pas appliquée, notamment en cas d'infraction.

En matière de gestion des déchets solides, une stratégie existe pour Conakry mais très peu de communes disposent aujourd'hui d'une décharge aménagée et les règles de collecte, de traitement voire d'enfouissement des déchets définies par le cadre législatif ne sont pas respectées.

80 % des ménages au plan national et plus de la moitié (52,6 %) des ménages en milieu urbain se débarrassent de leurs ordures ménagères dans la nature, la mer, les cours d'eau, la rue, les caniveaux. Conakry est parmi le peu de villes qui disposent d'un dispositif de gestion des déchets solides. À noter toutefois que le pays ne dispose pas à l'heure actuelle de centre d'enfouissement technique contrôlé. Des zones improvisées en périphérie des villes sont utilisées comme décharges pour évacuer une partie des déchets. Pour Conakry, la seule décharge de la ville, « La Minière », est saturée et constitue une véritable catastrophe écologique et sociale puisqu'elle se situe aujourd'hui, suite à l'extension non planifiée de la ville, au milieu des habitations. La fermeture de ce site est envisagée depuis une trentaine d'années, néanmoins, des problèmes d'instabilité politique combinés à un manque de gouvernance urbaine et une urbanisation exponentielle ont abouti à un immobilisme sur l'aménagement et l'ouverture d'un centre d'enfouissement technique.

Face à ces défis, la problématique de l'assainissement solide en milieu urbain de Conakry constitue un enjeu majeur. En effet, les déchets solides se retrouvent présents un peu partout, ils jonchent les rues, les mangroves, le littoral, les cours d'eau, s'amoncellent dans des décharges sauvages et encombrant les réseaux d'évacuation des eaux. Dans l'espace urbain, ces déchets qui s'accumulent sont brûlés sans précaution, à proximité des habitations et des voies de circulation. Les effets induits de cette situation sont considérables en termes de diffusion de

<sup>10</sup> Sur base d'un coefficient de 0,5 kg de déchets ménagers par habitant et par jour.

maladies ; de pollution de l'air, des sols, et des eaux ; d'atteinte à la biodiversité ; et d'émission de gaz à effet de serre.

Si les choses perdurent en l'état, cette situation d'ores et déjà fortement préoccupante ne peut que s'accroître dans des proportions critiques sous l'effet conjoint d'une pression démographique, d'une croissance urbaine exponentielle et de l'accès croissant des populations à des produits de plus en plus complexes et de moins en moins biodégradables (emballages plastiques, piles, etc.). Sa gestion constitue également un enjeu majeur en termes de cohésion sociale car elle est source de tensions récurrentes entre la population et le gouvernement dans les grandes zones urbaines mais également en termes sanitaires pour la protection des populations et de leur environnement.

La stratégie susmentionnée de professionnalisation pour la gestion des déchets solides de la ville de Conakry propose des améliorations du système en place avec une feuille de route et des objectifs communs à court et moyen termes. Cette stratégie est pertinente mais elle devra être étendue aux 3 communes périphériques (Coyah, Dubréka, Manéah).

À terme, la fermeture de la décharge d'ici 4 ans et l'ouverture d'un CET constituent également un des enjeux majeurs pour fournir un exutoire final pour les déchets produits dans l'agglomération de Conakry.

Enfin, les coûts de fonctionnement du secteur devront être couverts intégralement par le budget national en perspective à moyen terme d'un désengagement financier progressif grâce à la mise en œuvre effective du principe « pollueur-payeur ».

## 2 RISQUES ET HYPOTHESES

<b>Risques</b>	<b>Niveau de risque (E/M/F)</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
La stabilité politique du pays se détériore	<b>E</b>	Dialogue politique, renforcé par l'appui budgétaire.
Les études de structuration conclurent que le CET n'est pas envisageable au site prévu	<b>M</b>	Identification d'un autre endroit pour construire le CET ou réorientation du programme vers des autres villes secondaires.
Le système envisagé de transport et d'enfouissement n'est pas économiquement rentable.	<b>M</b>	Identification d'un autre endroit pour construire le CET ou réorientation du programme vers des autres villes secondaires.
Non-respect de ses obligations financières par l'État pour le financement des frais de fonctionnement, notamment de l'ANASP et des activités opérationnalisées par les opérateurs privés (transfert et mise en CET).	<b>E</b>	Mobilisation des acteurs au plus haut niveau de l'État grâce au dialogue politique en cours dans le cadre de l'appui budgétaire et des indicateurs assainissements.
Le foncier pour l'installation des points de regroupement des déchets, pour la construction des centres de transfert, du centre de tri et valorisation, de la route d'accès au CET et du CET n'est pas accessible	<b>E</b>	Le site pour le CET a déjà été identifié et le gouvernement est propriétaire. Des études de faisabilité ont déjà été effectuées sur le site et des études plus approfondies seront menées au cours de 2020.

et/ou pas adapté aux besoins du dispositif de collecte, transfert et traitement.		Un processus participatif (exemples : campagne de communication, forums d'échanges et de prise en compte des demandes) permettra une acceptation du projet de CET, des centres de transfert et centre de tri.
Les communes ne parviennent pas à collaborer de manière harmonieuse pour gérer la collecte et exploiter l'infrastructure.	<b>M</b>	Création d'un syndicat intercommunal.
Difficulté à mettre en place des filières de valorisation qui soient rentables et capables de traiter de grandes quantités de déchets.	<b>M</b>	Focalisation sur deux priorités (compostage / plastiques) / utilisation d'instruments liés à l'économie sociale.
Manque de capacité technique au niveau de l'État pour assurer le fonctionnement des infrastructures.	<b>F</b>	Renforcement des capacités des acteurs concernés à travers SANITA I et II et mise en œuvre de mesures d'accompagnement des infrastructures.
Le transfert des déchets n'est pas assuré des points de regroupement vers le CET.	<b>E</b>	Mobilisation des acteurs au plus haut niveau de l'État et dialogue sectoriel en cours sur ces aspects.
Incompréhension et refus de la population par rapport aux changements de comportement qui lui sont demandés pour améliorer la collecte des déchets ménagers.	<b>E</b>	Mesures d'accompagnement et sensibilisation des populations par le biais de la société civile et renforcement des collectivités locales. Ciblage des écoles pour démarrer un changement de comportement des enfants et ciblage des femmes et jeunes filles qui ont en charge les tâches ménagères.
Le service n'est accessible pour toutes et tous. L'abonnement au service est trop élevé.	<b>F</b>	Le principe de pollueur payeur doit être appliqué pour permettre de viabilité la pérennité du service. Les abonnements doivent être adaptés pour que les personnes dans les situations les plus vulnérables puissent accéder au service.
Risque de fraude et corruption dans l'utilisation des fonds	<b>M</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dialogue avec la société civile, les organes de contrôle ;</li> <li>- Réalisation d'audit et de mécanismes de suivi ;</li> <li>- Élaboration de directives sur la gestion des marchés publics notamment sur les obligations d'appliquer les normes de travail décent.</li> </ul>
<b>Hypothèses</b>		
La stabilité politique du pays se maintient.		

L'État concrétise les engagements pris au niveau de la stratégie de professionnalisation du secteur des déchets et apporte un soutien constant à la mise en œuvre du projet (notamment pour ce qui concerne le foncier et la mise à disposition des terrains principalement pour les zones de transit et de tri mais aussi les centres de transfert).

Les processus liés à la décentralisation des compétences vers les communes et à la transformation de l'ANASP ont abouti et l'ensemble du dispositif est fonctionnel.

Le dispositif de pré-collecte peut être répliqué sur les trois communes périphériques à la condition que le système de collecte des zones de transit et de tri (ZTT) jusqu'à un exutoire contrôlé soit également mis en place.

Des filières de valorisation ont pu être créées en partenariat avec les secteurs privé et associatif.

La population et la société civile contribuent au bon fonctionnement du service de pré-collecte.

Les financements et interventions de développement ne sont pas entravés par des crises.

Le Gouvernement défend une politique du pollueur-payeur tout en garantissant des moyens suffisants pour la maintenance des équipements de collecte et le transport. Le gouvernement met en place un mécanisme de financement pérenne de la filière et assure le financement sur le budget national le temps que les communes prennent le relais et qu'un mécanisme de financement durable soit mis en place à leur niveau.

### **3 ENSEIGNEMENTS TIRES ET COMPLEMENTARITE**

#### **3.1 Enseignements tirés**

Entre 1985 et 2013, le secteur urbain a reçu l'appui de la Banque mondiale à travers trois programmes consécutifs de développement urbain. Cette expérience confirme la nécessité d'une approche participative, associant les autorités locales et les populations dans la planification et la mise en œuvre d'interventions d'assainissement pour assurer la pérennité des investissements.

Les audits institutionnel et organisationnel du ministère de l'administration du territoire et la décentralisation (MATD) et du ministère de la ville et de l'aménagement du territoire (MVAT) mis en œuvre dans le cadre des assistances techniques aux ministères concernés sous financement du 10<sup>e</sup> FED, confirment les difficultés importantes en matière de gouvernance et de gestion des ressources humaines. Ils relèvent des besoins de renforcement des capacités des départements de planification.

Les activités en cours au sein de SANITA I - Villes propres permettent de capitaliser sur les éléments suivants :

- Le besoin de renforcement des capacités de deux institutions publiques (ANASP et Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme du MVAT - DATU) est accru et doit se concevoir à long terme ; ce renforcement est en cours et se doit d'être étendu au ministère de l'hydraulique et de l'assainissement.
- Les responsables du premier maillon de la collecte (pré-collecte au niveau des ménages jusqu'aux zones de tri et de transfert (ZTT)) sont les communes ; le renforcement dans cette nouvelle compétence est primordial pour l'appropriation et la durabilité ; l'implication de la société civile est essentielle et son travail passe par la sensibilisation des populations et la proposition de réponses opérationnelles pour accompagner le bon fonctionnement de ces ZTT ; en cours au niveau de SANITA I.

- La responsabilité actuelle de la collecte des déchets est divisée entre la pré-collecte – responsabilité des communes – et le transfert et la mise en décharge gérés par l'ANASP ; un système intercommunal devrait à terme remplacer la gestion des contrats de délégation de services publics par l'ANASP, laissant cette dernière être responsable de la régulation du secteur et de l'appui conseil aux collectivités. L'appropriation des communes et l'évolution nécessaire vers un système intercommunal est en cours.
- Les premières expériences de mise en place d'un système de collecte (avec infrastructures de tri et de transit – ZTT) permettent d'assurer une bonne coordination entre les communes et les acteurs privés qui agissent par délégation de service public (communal) ; ce processus est en cours d'accompagnement et devrait donner de bons résultats en termes d'appropriation (communale) de la gestion des déchets.
- Ce système de pré-collecte devrait être durable financièrement car les cotisations des abonnements couvrent le service de pré-collecte et la gestion des zones de transit et de tri et développent même une ressource supplémentaire communale (mais limitée par rapport au coût total de la chaîne de gestion des déchets). Les maillons transfert et enfouissement (décharge de la minière) sont en ce moment couverts par le budget de l'État guinéen et ce jusqu'à fin 2022.
- La réduction du volume et du tonnage des déchets est primordiale pour Conakry car le surcoût du transfert dû à la distance entre la ville et le nouveau CET (65 km depuis Kaloum) impose une utilisation des fractions valorisables des déchets ; différentes activités sont en cours et les ZTT sont garantes d'un tri et accompagnées à l'heure actuelle. La société civile joue un rôle pour travailler sur le changement de comportement de la population par des activités de sensibilisation. Un ciblage spécifique pour les groupes porteurs de changement est nécessaire.

### **3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs**

Le projet SANITA I engagé fin 2017 a démarré sa mise en œuvre opérationnelle en juin 2018 et envisage des actions structurantes dans deux secteurs : (1) l'aménagement urbain, et (2) la gestion des déchets solides et liquides. Cette intervention permettra de consolider les bases en termes de gouvernance urbaine au niveau local et national et d'améliorer les services d'assainissement de base pour les populations de Conakry. SANITA II complètera l'intervention en cours en augmentant son échelle territoriale aux quartiers urbanisés des communes de Dubréka, Manéah et Coyah et en pérennisant la durabilité des maillons de collecte, transfert et enfouissement en décharge en construisant et en aménageant un CET.

La Banque mondiale a financé en 2018 et 2019 le schéma directeur de l'assainissement des eaux usées et pluviales de la ville de Conakry.

Suite à l'engagement de l'UE dans le secteur, la Banque Islamique de Développement (BID), a concrétisé son intervention avec un premier financement de 54 000 000 USD qui a été validé en décembre 2018. Ancré institutionnellement auprès de l'ANASP, cet appui est complémentaire aux projets SANITA (I et II) en s'attaquant aux déchets liquides avec l'extension des réseaux d'évacuation des eaux pluviales et la réhabilitation des stations de traitement des boues de vidanges, ainsi qu'aux déchets solides avec certains aménagements sur la décharge de la minière et des constructions de zones de transit et de tri. Par ailleurs, une deuxième phase de 20 000 000 USD est prévue pour l'appui à l'assainissement des villes secondaires à l'horizon 2020.

De même, le Royaume du Maroc s'est affirmé comme un nouveau partenaire avec la signature en mars 2017 de deux conventions de coopération avec la République de Guinée dans le secteur de l'assainissement liquide pour 23 000 000 EUR. Dans ce contexte, il est envisagé que

la coopération marocaine appuiera la Guinée dans la gestion des déchets liquides notamment avec la réhabilitation et l'extension du réseau d'eaux pluviales et résiduelles de la ville de Conakry.

Des synergies pourront être trouvées avec d'autres projets lancés par l'UE, notamment le « projet de soutien à l'émergence de l'économie créative en Guinée » et le « Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes » (INTEGRA). L'accompagnement à la création et la formation d'acteur de la filière de la gestion des déchets pourra être fait en synergie avec ce projet et ainsi l'accès au service d'assainissement pourra être garanti pour le plus grand nombre et accessible pour les personnes dans les situations les plus vulnérables.

Au niveau de la coordination et comme mentionné précédemment, le CIDS (Comité interministérielle des déchets solides), sous l'autorité du premier ministre, et son secrétariat technique constituent la plateforme de coordination de la partie gouvernementale guinéenne dans le suivi et la mise en œuvre des réformes relatives à la professionnalisation de la gestion des déchets solides. Dans ce contexte, l'UE accompagne depuis 2017 le Gouvernement dans la coordination des Partenaires techniques et financiers et la mise en œuvre de la stratégie de professionnalisation pour la gestion des déchets solides de la ville de Conakry et cette plateforme constitue la porte d'entrée principale pour le dialogue sectoriel avec le Gouvernement.

La Guinée dispose d'un dispositif institutionnel de suivi-évaluation du Plan national de développement économique et social (PNDES). Parmi les 8 thématiques identifiées, le développement urbain et l'assainissement constitue un sous-groupe.

Afin d'assurer la complémentarité, la synergie et la coordination, la Commission peut signer ou conclure des communiqués et déclarations conjointes de donateurs et peut participer aux organes de coordination des donateurs, dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union.

## **4 DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **4.1 Objectif général, objectif spécifique, produits attendus et activités indicatives**

L'objectif général est d'améliorer la qualité de vie des populations du Grand-Conakry et réduire l'impact des déchets générés sur l'environnement.

L'objectif spécifique est d'accroître durablement l'usage des services d'assainissement de base pour la population des cinq communes de Conakry et des communes de Coyah, Manéah et Dubréka.

Les produits escomptés suivants contribueront à l'atteinte de ces objectifs :

- P1 : Le système de collecte, de gestion et de traitement des déchets ménagers et assimilés des quartiers urbanisés ciblés des communes de Coyah, Manéah et Dubréka est mis en place, fonctionnel, et accessible ;
- P2 : Une infrastructure de traitement des déchets solides (centre d'enfouissement technique, CET) pour les cinq communes de Conakry et Coyah, Manéah et Dubréka et ses infrastructures associées : centres de transfert, route d'accès et si possible une unité de valorisation des déchets, sont financées et opérationnelles.

#### **Principales activités**

- P1 :** Le système de collecte, de gestion et de traitement des déchets ménagers et assimilés des quartiers urbanisés ciblés des communes de Coyah, Manéah et Dubréka est mis en place, fonctionnel, et accessible ;

- A1.1 Continuer la sensibilisation et l'information des populations de Conakry et étendre celles-ci aux quartiers urbains des communes de Dubréka, Manéah et Coyah (par des campagnes de sensibilisation et outils de communication pour le développement, etc.) ;
- A1.2 Renforcer le cadre réglementaire et les capacités des acteurs publics et privés de la filière déchets solides afin d'appuyer la mise en place d'un système de gestion performant dans les communes de Coyah, Manéah et Dubréka (par des assistances techniques) ;
- A1.3 Mettre en place un système de pré-collecte des déchets ménagers des quartiers urbains des communes de Dubréka, Manéah et Coyah par des partenariats public-privé (communes – PME/Groupement d'intérêt économique (GIE)/coopératives) ;
- A1.4 Aménager des zones de transit et de tri (ZTT) des déchets sur des zones, allouées officiellement par les autorités compétentes des communes ;
- A1.5 Développer un système de tri/recyclage pour appuyer l'émergence de filières de recyclage et de valorisation des déchets solides viables, créateur d'emplois pour les personnes dans les situations les plus vulnérables ;
- A1.6 Appuyer les autorités locales compétentes à établir et appliquer un mécanisme de financement transparent, accessible pour tous (tarifs adaptés selon ses moyens) et autonome de la filière (principe pollueur-payeur) ainsi qu'un mécanisme de contrôle et de régulation, y inclus de sanctions (en lien avec A2.5.) ;
- A1.7 Appuyer les autorités compétentes à la mise en place d'un système viable de transport et de collecte des déchets à partir des ZTT et à aménager un exutoire contrôlé pour les déchets collectés dans les trois communes jusqu'à la mise en exploitation effective du CET de Baritodé ;
- A1.8 Développer et mettre en œuvre des Plans participatifs de gestion social et environnemental (PGES) pour chaque infrastructure afin d'avoir une bonne acceptation par le voisinage, des infrastructures adaptées pour toutes et tous (accessibilité des infrastructures spécifiques pour les personnes avec un handicap et spécifiques pour les hommes et femmes).
- P2 :** L'infrastructure de traitement des déchets solides (CET) et les infrastructures associées (centres de transfert, route d'accès, si possible unité de valorisation des déchets) sont construites et opérationnelles :
- A2.1 Financer l'aménagement et l'opérationnalisation d'un nouveau CET (par une construction de financement comme *build-operate*, *design-build-operate* ou *design-build*) ;
- A2.2 Mettre en place des mécanismes de financement pour l'exploitation future du CET, gage de la pérennité de l'infrastructure et de sa gestion dans des conditions environnementales appropriées (à titre indicatif par une subvention d'exploitation dégressive avec une mise en place progressive d'un financement fiscal) ;
- A2.3 Financer l'aménagement et l'opérationnalisation d'un ou de plusieurs centres de transfert ;
- A2.4 Mettre en place des mécanismes de financement pour l'exploitation future des opérations de transfert, gage de la pérennité des infrastructures et de leur gestion dans des conditions environnementales appropriées ;
- A2.5 Étudier la pertinence de financer une unité de valorisation des déchets, complémentaire aux zones de tri et de transfert, et, le cas échéant, financer cette infrastructure et s'assurer de la viabilité de son exploitation future ;

- A2.6 Assurer le transfert de compétence en matière de gestion d'infrastructures de transfert, valorisation et traitement de déchets solides pour garantir la pérennité de l'investissement (mise en œuvre d'un plan de renforcement de capacité auprès de l'ANASP et du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, déploiement d'une importante assistance à maîtrise d'ouvrage lors de la phase d'exécution du projet, mise en place d'un assistant technique résident à l'ANASP lors de la phase de préparation de projet, en particulier pour l'appui à la passation des marchés de travaux et l'évaluation des offres) ;
- A2.7 Développer et mettre en œuvre des plans participatifs de gestion environnementale et sociale (PGES) pour chaque infrastructure.



## 4.2 Logique d'intervention

Cette intervention s'inscrit dans le prolongement de SANITA I. SANITA II – Villes propres II visant l'extension territoriale aux communes (zones urbanisées) de Coyah, Manéah et Dubréka pérennisera les résultats du volet « Villes propres » de SANITA I en anticipation de la croissance urbaine de Conakry vers les communes voisines. Ainsi, SANITA II – Villes propres II ciblera la réalisation du produit P1. Cette composante étendra ainsi les avantages sociaux, environnementaux et économiques d'une gestion de déchets efficace à la totalité de la population de l'agglomération de Grand-Conakry. De l'autre côté, le volet SANITA II – CET pérennisera l'aval de la gestion des déchets des 8 communes visées par SANITA I – Villes propres et SANITA II – Villes propres II. Ainsi, SANITA II – CET ciblera la réalisation du produit P2.

La réalisation du produit P1, en étendant la gestion de déchets à la totalité de la population de la zone d'intervention et la réalisation du produit P2, en pérennisant la mise en décharge des déchets générés dans le Grand-Conakry, mèneront à l'atteinte de l'objet spécifique de l'intervention d'accroître durablement l'usage des services d'assainissement de base pour la population de la zone d'intervention. À son tour, l'atteinte de cet objectif devrait mener à une amélioration de la qualité de vie de cette population et réduire l'impact des déchets non-gérés sur l'environnement, ce qui est l'objectif général de l'intervention.

Un CET est un ouvrage terrassé en forme d'auge de très grande taille constitué d'un fond de forme et de digues latérales en matériaux compactés imperméables. À l'intérieur de cette auge sont construites des alvéoles secondaires elles même endiguées. Le but de ces constructions est de recevoir les déchets non valorisés ou non valorisables, tout en limitant les émanations de gaz et minimisant la surface affectée par les eaux de pluie afin de limiter la production de lixiviats.

Etant donné l'éloignement du site prévu pour accueillir un CET par rapport au gisement de déchets (65 km de Kaloum, 30 km de la sortie de Conakry), il semble indispensable d'associer au CET des centres de transfert. Les centres de transfert ont vocation à rationaliser le fonctionnement de la filière de gestion des déchets en optimisant les coûts de transport des déchets jusqu'à leur élimination finale. De manière optionnelle, des centres de tri et valorisation peuvent être adjoints à un centre de transfert pour augmenter la part de déchets valorisables et diminuer ainsi la part de déchets à transporter et à enfouir au niveau du CET.

Le CET concerné est destiné à recevoir les ordures ménagères de l'agglomération du grand Conakry (Conakry, Dubréka et Coyah) pour une durée de 20 à 30 ans.

L'ouverture de ce CET favorisera à terme la fermeture du site de la décharge de la minière, répondant ainsi à une préoccupation environnementale et sociale du Gouvernement, tout en induisant un changement positif dans la gestion et le traitement des déchets solides de l'agglomération de Conakry. Le financement de l'UE permettrait de contribuer à la conception, à la construction et au début d'exploitation du site. Les types de contrat à mettre en place seront analysés dans les études que l'AFD a lancé sous financement européen de CICLIA. Un appui technique important au maître d'ouvrage, l'ANASP, sera prévu (assistance à maîtrise d'ouvrage et renforcement de capacités).

Enfin, pour assurer la pérennité financière de l'investissement, différents types de contrats seront analysés dans la phase d'étude menée par l'AFD, notamment la possibilité d'une approche « Design-Build-Operate (DBO) » pour que le même contractant conçoive, construise et exploite l'infrastructure. Les différents scénarios de transfert des déchets seront également analysés avec précision (avec éventuellement une approche intégrée incluant le transfert et le CET pour augmenter la pertinence du financement et sécuriser l'utilisation de l'infrastructure).

Le montage de ce programme avec une institution financière et ENABEL réunit l'Union européenne avec une agence de développement d'un État-membre qui est très présente en

Guinée, en capitalisant sur les points forts des deux partenaires : l'engagement de l'Union européenne dans le développement urbain intégré (particulièrement en liaison avec ses engagements dans les transports urbains) ainsi que ses capacités financières pour l'investissement et l'expérience d'ENABEL. Le partenariat avec une institution financière permettra d'associer un partenaire avec de l'expérience dans le financement d'infrastructure pour la gestion des déchets.

La coopération entre ENABEL et l'Union européenne a jusqu'ici été très satisfaisante dans le cadre de SANITA I et pour des questions de coordination, complémentarité mais également d'économies d'échelle sur les frais administratifs, cette approche semble la plus pertinente pour SANITA II.

### **4.3 Intégration des questions transversales**

#### Genre et populations défavorisées

La Guinée fait partie des pays dont les autorités ont exprimé la volonté manifeste d'éliminer toutes les formes d'inégalités de genre. La Guinée a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention sur les droits de l'enfant et a ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Néanmoins, la division « traditionnelle » du travail entre hommes et femmes, pourrait entraîner une discrimination de celles-ci dans l'accès aux emplois générés par ce projet. Cette question et des pistes de solution seront abordée par les études menées par l'AFD et ENABEL. En effet, une analyse genre sensible sera envisagée pour comprendre les enjeux de genre et réduire les impacts négatifs que l'action pourraient avoir sur les relations de genre. Leurs recommandations seront pleinement prises en compte dans la mise en œuvre de l'action.

Le projet ciblera les populations les plus défavorisées en général. Environ 40 % de la population en Guinée vit sous le seuil de pauvreté (moins d'un dollar par jour), ce qui place le pays au 182<sup>e</sup> rang mondial avec un Indice de développement humain de 0,441. La jeunesse (force active de la nation) représente près de 42 % de la population, mais elle ne dispose souvent d'aucune qualification. Le secteur de l'assainissement est porteur pour mettre en œuvre des approches à haute intensité de main d'œuvre au bénéfice de ces populations jeunes et sans emploi. Les analyses sectorielles confirment le potentiel du secteur en termes d'inclusion sociale à travers la création d'emplois formels en cas de structuration de la filière de gestion des déchets solides. Les femmes travaillent principalement dans l'informel et cette opportunité de création d'emploi doit chercher à bénéficier aux femmes qui se trouvent en situations vulnérables.

#### Environnement et changements climatiques

L'absence de traitement des déchets engendre des combustions sauvages ainsi qu'un volume de décomposition massif qui génèrent des émanations gazeuses comprenant le méthane (CH<sub>4</sub>), le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) et le sulfure d'hydrogène (H<sub>2</sub>S), et provoquent une dégradation de l'air, contribuant à l'effet de serre et à la propagation de maladies respiratoires. De même, l'absence de traitement adapté provoque une production importante de lixiviat<sup>11</sup> qui contribue fortement à la détérioration de l'environnement et notamment du milieu marin qui devient l'exutoire des déchets de la ville capitale du fait de l'encombrement des réseaux de drainage à ciel ouvert par les déchets. Une meilleure gestion du traitement des déchets permettrait d'atténuer la pollution du littoral rétablissant ainsi un certain équilibre environnemental dans la

---

<sup>11</sup> Liquide résiduel engendré par la percolation de l'eau et des liquides à travers une zone de stockage de déchets.

zone urbaine de l'agglomération de Conakry et améliorant le cadre de vie des populations concernées.

### Droits de l'homme

Ce programme approfondira et étendra l'accès à l'assainissement, le droit à l'assainissement découlant des droits à la santé et à un niveau de vie adéquat. Une amélioration de l'assainissement et la santé entraînera indirectement une amélioration de l'accès à l'éducation, surtout pour les filles. L'impact négatif des activités sur la population sera minimisé par un Cadre de politique de réinstallation et des Plans d'action de réinstallation, élaborés par ENABEL et l'AFD. Dans la mesure du possible, en amont de la réalisation des infrastructures (CET, ZTT), les populations seront consultées dans un processus participatif incluant les autorités locales comme la société civile et les citoyens de ces quartiers. Ce processus permettra d'établir des mesures d'atténuation pour les citoyens vivant à proximité de ces infrastructures acceptées par toutes les parties prenantes.

Les services développés doivent chercher au mieux à être accessibles pour les personnes dans les situations les plus vulnérables (tarifs appropriés pour les personnes les plus vulnérables).

Des campagnes de sensibilisation permettront de cibler les enfants (principaux vecteurs de changement de comportement) dans les écoles ainsi que les femmes (souvent en charge des tâches domestiques) pour modifier les comportements afin de limiter la production de déchets et améliorer l'utilisation du service.

#### **4.4 Contribution à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD)**

La présente intervention s'inscrit dans le programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Elle contribue principalement à la réalisation progressive de l'ODD 11 « Villes et communautés durables : faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables », et favorise également les progrès vers l'obtention de l'ODD 5 « Parvenir à l'égalité des sexes en autonomisant les femmes et les filles », 6 « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau », 9 « Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation » et 13 « Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions ».

## **5 MISE EN ŒUVRE**

### **5.1 Convention de financement**

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

### **5.2 Période indicative de mise en œuvre**

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est d'environ **84 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### **5.3 Modalités de mise en œuvre**

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>12</sup>.

#### **5.3.1 Gestion indirecte avec une agence d'un État membre (ENABEL)**

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec ENABEL.

Cette mise en œuvre implique la réalisation du produit escompté 1: le système de collecte, de gestion et de traitement des déchets solides des quartiers urbanisés ciblés des communes de Coyah, Manéah et Dubréka est mis en place, fonctionnel et accessible. L'entité en charge réalisera notamment les tâches d'exécution budgétaire suivantes : gestion des ressources (incluant les ressources humaines, etc.), gestion et suivi des passations de marchés (services, travaux, fournitures et subventions) et des contrats qui en découlent.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : ENABEL dispose d'une expérience et expertise dans la gestion des déchets solides, particulièrement en Afrique, et des expériences secondaires en assainissement liquide et en voiries.

Si l'entité envisagée doit être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une entité de remplacement sur la base des mêmes critères.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 5.3.3.

#### **5.3.2 Contribution à la Plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP)**

La présente contribution peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec les entités appelées institutions financières chef de file (« *Lead Financial Institutions* »), indiqués dans l'appendice du présent document d'action. Ces entités seront sélectionnées par les services de la Commission au moyen des critères suivants : une expérience reconnue en Afrique dans le financement d'infrastructures de ce type.

La mise en œuvre par cette entité implique la mise en œuvre du produit escompté 2: une infrastructure de traitement des déchets solides (centre d'enfouissement technique, CET) pour les cinq communes de Conakry et Coyah, Manéah et Dubréka et ses infrastructures associées : centres de transfert, route d'accès et si possible une unité de valorisation des déchets, sont financées et opérationnelles. L'entité en charge réalisera notamment les tâches d'exécution budgétaire suivantes : gestion des ressources (incluant les ressources humaines, etc.), gestion et suivi des passations de marchés (services, travaux, fournitures et subventions) et des contrats qui en découlent.

#### **5.3.3 Passage du mode de gestion indirecte au mode de gestion directe en raison de circonstances exceptionnelles**

##### **(a) Objectif de la subvention(s)**

L'objectif sera la mise en œuvre du produit escompté 1, à savoir la mise en place d'un système fonctionnel et accessible de collecte, de gestion et de traitement des déchets ménagers et assimilés des quartiers urbanisés ciblés des communes de Coyah, Manéah et Dubréka.

<sup>12</sup>

[www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu) Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

(b) Type de candidats visés/conditions d'éligibilité

Pour être éligible à une subvention, le demandeur doit:

- être une personne morale ;
- être sans but lucratif ;
- être un type spécifique d'organisation tel que: organisation non gouvernementale, opérateur du secteur public, autorité locale, organisation internationale (intergouvernementale), organisation des Nations unies ;
- être directement responsable de la préparation et de la gestion de l'action avec le(s) codemandeur(s) et entité(s) affiliée(s), n'agissant pas en tant qu'intermédiaire.

Les subventions peuvent être accordées à des bénéficiaires uniques (mono-bénéficiaires) et à des consortiums de bénéficiaires (coordinateur et co-bénéficiaires).

#### 5.4 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable, sous réserve de la disposition suivante :

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et de services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

#### 5.5 Budget indicatif

	<b>Contribution de l'UE (en EUR)</b>	<b>Contribution indicative de tiers (en EUR)</b>
Produit 1 : Le système de collecte, de gestion et de traitement des déchets ménagers et assimilés des quartiers urbanisés ciblés des communes de Coyah, Manéah et Dubréka) est mis en place, fonctionnel et accessible. (Activités A1.1-A1.8) <b>Gestion indirecte avec ENABEL – 5.3.1</b>	<b>10 000 000</b>	<b>400 000</b>
Produit 2 : Une infrastructure de traitement des déchets solides (centre d'enfouissement technique, CET) pour les cinq communes de Conakry et Coyah, Manéah et Dubréka et ses infrastructures associées : centres de transfert, route d'accès et si possible une unité de valorisation des déchets, sont financées et opérationnelles. (Activités A2.1-A2.7) <b>Contribution à la Plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP) – 5.3.2</b>	<b>20 000 000</b>	<b>30 000 000</b>
<b>5.8 Évaluation et 5.9 Audit</b>	<b>300 000</b>	<b>s.o.</b>
<b>5.10 Communication et visibilité</b>	<b>200 000</b>	<b>s.o.</b>
<b>Provisions pour imprévus</b>	<b>2 500 000</b>	<b>s.o.</b>
<b>Totaux</b>	<b>33 000 000</b>	<b>30 400 000</b>

## **5.6 Structure organisationnelle et responsabilités**

Le volet Villes propres II sera mis en œuvre en gestion indirecte à travers la signature d'une convention de délégation avec ENABEL.

Le volet Centre d'enfouissement technique sera mis en œuvre en *blending* (mixage prêt-don) avec une institution financière, à travers une contribution à la Plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP).

Une coordination étroite sera assurée avec les partenaires de mise en œuvre de SANITA 1, le cas échéant au travers d'une unité de gestion de projet commune.

Un comité de pilotage sera mis en place avec les parties prenantes du programme. Idéalement le projet capitalisera sur le comité de pilotage de SANITA, dans la mesure du possible avec des sessions conjointes, pour garantir une coordination et complémentarité optimales. Son rôle sera de définir les orientations stratégiques du projet, valider les plans de travail et calendriers des activités mis à jour sur base annuelle, valider les rapports de suivi, et décider de toute réorientation éventuelle. Le comité sera présidé par le ministère de la coopération et intégration africaine-Ordonnateur national du FED et sera composé des ministères compétents. Ce comité pourra également inviter les partenaires techniques et financiers impliqués dans le secteur pour garantir le partage d'information et la coordination des actions. Le comité se réunira au moins une fois par an et autant de fois que de besoin, sur convocation du ministère concerné, en accord avec l'UE.

Un comité technique de suivi présidé par les institutions d'ancrage institutionnel (le ministère de l'assainissement et hydraulique et son Agence nationale d'assainissement et de salubrité publique) se réunira de façon trimestrielle avec l'ensemble des parties prenantes pour garantir un suivi et une coordination des actions sur le terrain. Ce comité aura également la responsabilité de préparer les comités de pilotage pour faciliter les prises de décisions. Le Service de l'Ordonnateur National du FED (SENOFED) participe aux réunions du Comité Technique.

La validation des documents stratégiques et réglementaires se fera à travers le CIDS, présidé par le Premier Ministre et constitué par les ministres ayant compétence sur la professionnalisation du secteur des déchets solides.

Le pays partenaire se porte responsable pour la mise à disposition de réserves et titres fonciers au bénéfice du projet notamment pour la construction des infrastructures prévues. Le cas échéant, il sera également responsable pour le déplacement des populations et leurs indemnisations dans le respect de la loi et des bonnes pratiques. Enfin, il assume la responsabilité d'assurer l'entretien et le fonctionnement des infrastructures concernées et leurs coûts afférents pour garantir la pérennité des investissements de l'UE.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux organes de gouvernance susmentionnés, mis en place pour régir la mise en œuvre de l'action. À ce titre, elle mènera les échanges avec les autorités guinéennes pour la bonne mise en œuvre de l'action en étroite collaboration avec les partenaires de mise en œuvre.

## **5.7 Suivi de la performance et des résultats et rapports**

ENABEL et l'institution financière produiront des rapports de mise en œuvre semestriels qui seront approuvés lors des Comités de suivi et de pilotage.

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi

interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs ventilés selon l'âge, le sexe et le handicap dans la mesure du possible correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

## **5.8 Évaluation**

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à des évaluations à mi-parcours et finale de la présente action ou de ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandées par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre des problèmes et orienter la deuxième partie du projet.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que le secteur de l'assainissement urbain est un nouveau secteur d'engagement et de concentration.

La Commission informera les partenaires chargés de la mise en œuvre au moins 30 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Les partenaires chargés de la mise en œuvre collaboreront de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Les partenaires de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, il sera conclu deux marchés de services d'évaluation au titre d'un contrat-cadre en 2022 et 2025.

## **5.9 Audit**

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Il est prévu qu'un ou plusieurs marchés de services d'audit pourront être conclus.

## **5.10 Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations juridiques pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité, qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine.

Afin d'accroître la visibilité de l'UE et sa contribution à la présente action, la Commission peut signer ou conclure des communiqués et déclarations conjointes, dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union.

En ce qui concerne les obligations juridiques en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités responsables. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base des exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne (ou de tout document ultérieur).

Il est prévu qu'un marché de services de communication et de visibilité pourra être conclu au titre d'un contrat-cadre.



## APPENDICE 1 – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE (POUR LA MODALITE DE PROJET)

La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'intervention. Les activités, les produits attendus et les indicateurs associés sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'intervention, comme convenu entre les parties (la Commission européenne et le ou les partenaires chargé/s de la mise en œuvre).

	Chaîne des résultats : principaux résultats attendus	Indicateurs	Sources des données	Hypothèses
<b>Impact (objectif global)</b>	OG Améliorer la qualité de vie des populations du Grand-Conakry, et réduire l'impact des déchets générés sur l'environnement.	1. Proportion de la population urbaine vivant dans des bidonvilles, des établissements informels ou des logements inadéquats.  2. Taux de collecte des déchets en milieu urbain  3. Taux de réduction de la prévalence des maladies liées à la qualité du cadre de vie	1. Indicateur SDG 11.1.1  2. Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) 2016-2020 et son successeur  3. Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) 2016-2020 et son successeur	Sans objet
<b>Effet direct</b>	OS 1 Accroître durablement l'usage des services d'assainissement de base pour la population des cinq communes de Conakry et des communes de Coyah, Manéah et Dubréka.	1.1 Proportion de déchets solides urbains régulièrement collectés et avec une décharge finale adéquate sur le total des déchets solides urbains générés, par les villes (* SDG 11.6.1).  1.2 Nombre de ménages qui utilisent les services d'assainissement de base, désagregés par type urbain/rural, sexe du chef de ménage	1.1 Rapport ANASP, à défaut rapports ENABEL et l'institution financière ou ses partenaires de mise en œuvre  1.2 Rapport ANASP, à défaut rapports ENABEL et l'institution financière ou ses partenaires de mise en œuvre	La stabilité politique du pays se maintient.  L'État concrétise les engagements pris au niveau de la stratégie de professionnalisation du secteur des déchets et apporte un soutien constant à la mise en œuvre du projet.  Les financements et interventions de développement ne sont pas entravés par des crises.
<b>Produits</b>	P1 Le système de collecte, de gestion et de traitement des déchets solides des quartiers urbanisés ciblés des communes de Coyah, Manéah et Dubréka) est mise en place,	1.1 Taux de couverture de service de déchets  1.2 Tonnes de déchets collectées et valorisées	1.1 Rapport ANASP, à défaut rapport ENABEL  1.2 Rapport ANASP, à défaut rapport ENABEL	Le dispositif de pré-collecte peut être répliqué sur les trois communes périphériques à la condition que le système de collecte des zones de transit et de tri (ZTT) jusqu'à un exutoire contrôlé soit également mis

	fonctionnel et accessible.	<p>1.3 Nombre de personnes ayant accès à des installations sanitaires améliorées avec le soutien de l'UE, désagrégué par sexe, urbain/rural (**EU RF 2.8)</p> <p>1.4 Nombre de personnes chez les autorités locales compétentes qui sont formées et ayant acquis des nouvelles compétences en la gestion des déchets avec l'appui de l'action financée par l'UE, désagrégué par sexe, type d'institutions</p> <p>1.5 Nombre de zones ZTT accessibles, aménagées et intégrées dans le voisinage avec l'appui de l'action financée par l'UE</p>	<p>1.3 Enquête de la population ciblée (échantillon)</p> <p>1.4 Questionnaires/formulaires soumis au début et à la fin des formations</p> <p>1.5 Rapport ANASP, à défaut rapport ENABEL</p>	<p>en place.</p> <p>Des filières de valorisation ont pu être créées en partenariat avec les secteurs privé et associatif.</p> <p>La population et la société civile contribuent au bon fonctionnement du service de pré-collecte.</p> <p>Le Gouvernement défend une politique du pollueur-payeur</p>
	P2 Une infrastructure de traitement des déchets solides (centre d'enfouissement technique, CET) pour les cinq communes de Conakry et Coyah, Manéah et Dubréka et ses infrastructures associées : centres de transfert, route d'accès et si possible une unité de valorisation des déchets, sont financées et opérationnelles.	<p>2.1 État de construction du Centre d'Enfouissement Technique</p> <p>2.2 État de construction du centre de transfert</p> <p>2.3 État de construction de l'unité de valorisation des déchets</p> <p>2.4 Nombre de personnes qui sont formées et ayant acquis des nouvelles compétences en [gestion d'infrastructures de transfert/valorisation et traitement des déchets solides] avec l'appui de l'action financée par l'UE, désagrégué par sexe, type d'institutions</p>	<p>2.1 Rapport institution financière ou ses partenaires de mise en œuvre</p> <p>2.2 Rapport institution financière ou ses partenaires de mise en œuvre</p> <p>2.3 Rapport institution financière ou ses partenaires de mise en œuvre</p> <p>2.4 Questionnaires/formulaires soumis au début et à la fin des formations</p>	

## APPENDICE 2 – LISTE INDICATIVE DES PROJETS DE FINANCEMENT

Intitulé du projet	Secteur	Bénéficiaire	Institutions financières	Cout total estimé (EUR)	Subvention du PIN estimée (EUR)	Maturité
Centre d'enfouissement technique	Gestion de déchets	République de Guinée	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agence française de développement (AFD)</li> <li>• Banque mondiale</li> <li>• Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)</li> <li>• Banque européenne d'investissement (BEI)</li> <li>• Banque africaine de développement</li> </ul>	50 000 000	20 000 000	Haute